

6TH UNI GLOBAL UNION
WORLD CONGRESS 2023

UNI
global
union

**RISING
TOGETHER**

PHILADELPHIA



ETABLIR UN POUVOIR SYNDICAL POUR TOUTES ET TOUS

#UNIRisingTogether



ETABLIR UN POUVOIR SYNDICAL POUR TOUTES ET TOUS

INTRODUCTION

La mission d'UNI consiste à renforcer le pouvoir et à améliorer les conditions de travail des travailleurs et travailleuses par le biais de syndicats forts et de négociations collectives efficaces. Nous ne pourrions parvenir à la démocratie sur le lieu de travail et au-delà que si les travailleurs et les travailleuses changent l'équilibre du pouvoir. Il est incontestable que la négociation collective non seulement améliore les normes pour tous les travailleurs, mais qu'elle joue également un rôle important pour faire progresser la justice sociale et économique et réduire les inégalités de toutes sortes.

Malgré le recul de la couverture des négociations observé au cours des dernières décennies, certains signes permettent d'espérer que nous sommes peut-être à un tournant. C'est pourquoi nous devons saisir cette occasion de nous lever ensemble et d'établir un pouvoir syndical pour toutes et tous.

LES TENDANCES EN MATIÈRE DE POUVOIR SYNDICAL

Les mesures classiques du pouvoir syndical font état de son déclin constant dans les économies avancées depuis les années 1980, et ce parallèlement à l'évolution vers une économie néolibérale.

Le taux de syndicalisation a diminué de moitié entre 1980 et 2020 dans les [pays de l'OCDE](#), passant de 32 pour cent à 16 pour cent. [Les données concernant le taux de syndicalisation](#) de l'Organisation internationale du travail (OIT), qui couvrent 86 pays, révèlent de grandes disparités entre les pays, le taux de syndicalisation global étant légèrement plus élevé chez les femmes. Les effectifs syndicaux totaux ont augmenté, mais seulement de 3,6 pour cent au cours des dix dernières années.

Le pourcentage de travailleurs et travailleuses couverts par une convention collective, qui est à bien des égards une mesure plus importante, a également diminué. Le nombre de travailleurs couverts par une convention collective a baissé dans les pays de l'OCDE, passant de 37 pour cent en 2000 à 32 pour cent en 2020, ce qui correspond à la couverture moyenne des 98 pays étudiés par l'OIT.

Le déclin plus progressif de la couverture témoigne de la persistance des systèmes de négociation sectorielle qui restent en place dans plusieurs pays de l'OCDE. Dans les pays où la négociation sur le lieu de travail ou dans l'entreprise est la norme, le [rapport de l'OIT](#) montre que la couverture moyenne est d'environ 15,8 pour cent, alors qu'elle est d'environ 72 pour cent lorsqu'il s'agit de négociation avec plusieurs employeurs.

La baisse des effectifs syndicaux n'est pas le fruit du hasard et n'est pas le reflet d'une perte d'intérêt pour les syndicats. Elle a été déclenchée par une attaque massive et coordonnée contre les syndicats et la négociation collective par le biais de mesures visant à diluer la négociation sectorielle, à réduire la réglementation du travail et à promouvoir le démantèlement actif des syndicats sous le couvert de la liberté d'expression. Le commerce mondial a désavantagé les pays dotés de réglementations protégeant les travailleurs, ce qui a entraîné une course au moins-disant dans la chaîne d'approvisionnement, qui perdure encore aujourd'hui.

Plus récemment, l'érosion de la relation de travail dans le contexte de l'économie des petits boulots et à court terme a constitué un nouvel assaut contre le droit de syndicalisation, et la dispersion des travailleurs par le biais du travail à distance ajoute un défi supplémentaire. Enfin, le droit de grève est menacé plus que jamais dans de nombreux pays.



Pourtant, même face à des attaques persistantes, des signes de soutien grandissant aux syndicats se manifestent dans le monde entier. Aux Etats-Unis, [le soutien de l'opinion publique aux syndicats est aujourd'hui à son niveau le plus haut depuis 1965](#), puisque 71 pour cent des Américains se déclarent favorables aux syndicats. Les sondages indiquent également que [près de la moitié des travailleurs adhèreraient aujourd'hui à un syndicat](#) s'ils en avaient la possibilité. Ce soutien est particulièrement élevé chez les jeunes travailleurs et les membres de la génération Z, dont le soutien aux syndicats dépasse les clivages de classe et d'idéologie et est même supérieur à celui des générations précédentes à leur âge.

Ce vent syndical ne se souffle pas qu'aux Etats-Unis. Bien que des données précises ne soient pas disponibles, les travailleurs sont de plus en plus souvent mobilisés sur tous les continents. En Europe, un nombre record de travailleurs ont participé à des grèves en France et au Royaume-Uni. En France, en Allemagne et au Royaume-Uni, les syndicats signalent une augmentation du nombre de travailleurs qui se syndiquent. Au Népal, le taux de syndicalisation a augmenté de 10 pour cent au cours des dernières années. Au Chili et en Colombie, l'intérêt pour les syndicats a grandi dans la foulée des activités des mouvements progressistes et des victoires électorales. En Turquie, le taux de syndicalisation est passé de 8 pour cent en 2013 à 13 pour cent en 2021 (principalement chez les sous-traitants du secteur public). Dans certains cas, les travailleurs ont montré qu'ils en avaient assez et qu'ils étaient prêts à agir collectivement, avec ou sans le soutien d'un syndicat établi. Par exemple, des milliers de travailleurs, pour la plupart non syndiqués, ont organisé 108 grèves en Turquie en 2022.

Il ne s'agit là que de quelques exemples. Le taux de syndicalisation et de couverture des négociations reste extrêmement faible parmi les travailleurs du secteur des services privés, et la croissance des emplois informels fait évoluer ces indicateurs dans la mauvaise direction. En effet, il reste de nombreuses montagnes à gravir. Mais ceux qui affirment que les syndicats sont des dinosaures inadaptés à l'ère moderne se trompent lourdement.

LA NÉGOCIATION COLLECTIVE CHANGE VRAIMENT LES CHOSES

Tous les travailleurs et les travailleuses ont de bonnes raisons de soutenir les syndicats.

Pendant la pandémie, il est apparu clairement que les travailleurs et travailleuses syndiqués étaient bien mieux lotis que les autres. Qu'il s'agisse de la sécurité au travail, de l'accès à des équipements de protection ou d'un soutien financier en cas de confinement, les syndicats étaient les porte-parole qui défendaient les intérêts des travailleurs. Ceux et celles qui n'étaient pas syndiqués étaient livrés à eux-mêmes.

Si l'on fait abstraction de la pandémie, l'adhésion à un syndicat présente des avantages indéniables et mesurables. Aux Etats-Unis, les travailleurs et les travailleuses représentés par des syndicats gagnent 10,2 pour cent de plus que leurs homologues non syndiqués, bénéficient de meilleures prestations et font collectivement augmenter les salaires dans l'ensemble du secteur, selon un rapport publié par [les commissions de la Chambre des représentants et du Sénat des Etats-Unis](#) en 2022. En 2021, les membres des syndicats au Royaume-Uni gagnaient en moyenne 4,8 pour cent de plus que le travailleur lambda et en Australie, les adhérents syndicaux gagnaient en moyenne 26 pour cent de plus que les non-syndiqués.

Dans les pays qui pratiquent la négociation sectorielle ou multi-employeurs, les effets les plus importants se manifestent au niveau des inégalités dans la société et de la réduction de la pauvreté, car le niveau s'élève pour tout le monde. Dans un rapport de 2019 intitulé [Negotiating our Way Up](#), l'OCDE conclut :

Les résultats montrent que les systèmes coordonnés de négociation collective sont associés à un taux d'emploi plus élevé, à un taux de chômage plus faible, à une meilleure intégration des groupes vulnérables et à moins d'inégalités salariales que les systèmes totalement décentralisés.



La négociation contribue également à réduire l'écart de rémunération entre les genres. Plus de la moitié des conventions collectives analysées dans une étude de l'OIT (Rapport sur le dialogue social 2022: La négociation collective pour une reprise inclusive, durable et résiliente) témoignent d'un engagement conjoint des employeurs et des syndicats à lutter contre les inégalités entre les genres en garantissant un salaire égal pour un travail de valeur égale, en prévoyant des congés parentaux et familiaux et en s'attaquant à la violence fondée sur le genre en milieu de travail.

LES SYNDICATS ET LA NÉGOCIATION COLLECTIVE SONT UN BIEN COMMUN

Le soutien accru aux syndicats et à la négociation collective ne se limite pas au grand public. De nombreux économistes et institutions politiques, y compris ceux qui sont traditionnellement hostiles aux syndicats, reconnaissent aujourd'hui l'importance de leur rôle.

En 2019, [la stratégie de l'OCDE pour l'emploi](#) indiquait que: la négociation collective et la voix des travailleurs sont des instruments uniques pour parvenir à des solutions équilibrées et adaptées. En 2022, l'[OCDE](#) s'est rapprochée des syndicats, déclarant que le renforcement de la négociation collective est essentiel pour assurer une répartition équitable du choc de l'inflation entre les travailleurs et les employeurs. A plus long terme, une voix plus forte pour les travailleurs et une concurrence plus vive entre les employeurs permettraient de rééquilibrer le pouvoir de négociation.

L'Union européenne a reconnu l'importance d'étendre la couverture des négociations collectives dans la récente directive sur le salaire minimum, qui préconise d'encourager et de renforcer les négociations collectives. Lorsque moins de 80 pour cent des travailleurs sont couverts par la négociation collective, les États membres doivent établir un plan d'action pour augmenter ce pourcentage. La campagne d'UNI-Europa sur les marchés publics, qui réclame qu'aucun fonds public ne soit octroyé à une entreprise n'ayant pas recours à la négociation collective, continue de bénéficier du soutien de l'ensemble de l'échiquier politique.

LE RÔLE D'UNI

Pour UNI et ses affiliés, le défi consiste à contribuer à convertir ce soutien de plus en plus marqué aux syndicats et à la négociation collective en une véritable croissance des effectifs. Nous ne pouvons pas manquer l'occasion de faciliter ces efforts et de leur donner du souffle.

Comme toujours, la croissance des effectifs vient s'ajouter à la défense et à l'extension des négociations collectives existantes, ce qui représente un véritable défi en termes de ressources pour de nombreux syndicats. À mesure que le taux de syndicalisation et la couverture diminuent, il devient plus difficile d'obtenir les avancées souhaitées par les travailleurs et encore plus difficile de trouver les ressources nécessaires à de nouvelles actions de syndicalisation. Pourtant, il est impératif de le faire si nous ne voulons pas que cette opportunité nous échappe.

UNI a recensé plusieurs domaines essentiels dans lesquels nous pensons que l'investissement de nos ressources et de notre pouvoir collectif peut changer les choses.

Depuis le Congrès de Liverpool de 2018, UNI a soutenu quelque 140 campagnes de syndicalisation impliquant près de 70 employeurs dans plus de 80 pays. Nous soutenons les campagnes au moyen de ressources, de développement des capacités, de tutorat et de suivi et, parfois, en faisant pression sur la société mère mondiale.

Pour ce qui est du développement des capacités, UNI et ses régions assurent des formations pour les organisateurs syndicaux, les organisateurs syndicaux principaux, les militants et les responsables syndicaux, ainsi que des forums de syndicalisation pour échanger les meilleures pratiques. La pandémie de Covid nous a obligés à mettre au point des cours de formation en ligne, ce qui nous a permis de multiplier les formations. Au cours des cinq dernières années, plus de 7.500 travailleurs et dirigeants syndicaux ont participé à des cours d'UNI en ligne ou en présentiel. Nous disposons désormais de quatre centres de syndicalisation, qui permettent à UNI de travailler à plus grande échelle et de manière plus efficace. Tous apportent un réel changement dans les pays où ils sont situés.



UNI est également un dépositaire des meilleures pratiques. Le Forum de syndicalisation numérique d'UNI, lancé pour la première fois en 2018, est devenu un mécanisme essentiel pour sensibiliser au sein d'UNI aux meilleures méthodes d'utilisation des outils virtuels dans l'ensemble du cycle de syndicalisation - du contact initial, à l'identification des leaders nés, à la formation de comités et même à l'amorce de négociations en utilisant uniquement des outils numériques.

Notre travail avec les multinationales et notre capacité à rassembler les affiliés pour élaborer des stratégies de syndicalisation à l'échelle mondiale sont essentiels pour soutenir la croissance des syndicats. Cela inclut nos nombreuses alliances mondiales et notre action pour signer des accords mondiaux qui intègrent la protection du droit de syndicalisation. Cela comprend également notre campagne pour les droits de syndicalisation et l'équité chez Amazon - une entreprise qui représente une menace importante pour de nombreux secteurs d'UNI. Etablir un pouvoir pour les travailleurs d'Amazon est une campagne fondamentale qui symbolise la lutte plus générale visant à renforcer le pouvoir des travailleurs dans l'ensemble de l'économie.

Nous choisissons des entreprises stratégiquement importantes dans nos secteurs. Puisque la transformation numérique de nos économies ne cesse de s'accélérer, nous continuerons à nous concentrer sur ces nouveaux emplois en pleine évolution, ainsi que sur les secteurs de l'économie précédemment dépourvus de syndicat, comme le secteur du jeu vidéo, l'e-commerce et les soins de longue durée.

Tous ces efforts sont décrits plus en détail dans le Rapport sur la syndicalisation.

CONCLUSION

La négociation collective reste l'outil le plus important pour relever les nombreux défis auxquels sont confrontés les travailleurs et les travailleuses de la planète. Qu'il s'agisse de l'urgence climatique et de la nécessité d'une transformation verte de nos économies, de l'intelligence artificielle, de la gestion algorithmique et de la transformation numérique, tout bon résultat implique un siège à la table des discussions pour les travailleurs et des solutions élaborées grâce à la négociation et au dialogue social.

UNI a un rôle important à jouer car, ensemble, nous pouvons apporter un soutien concret à la syndicalisation par le biais de notre savoir-faire, de nos capacités et de la solidarité internationale afin d'étendre la couverture des négociations collectives. Nous devons saisir ce moment où l'on reconnaît de plus en plus que les syndicats sont un bien commun et qu'ils sont nécessaires à une démocratie saine, et redoubler d'efforts pour faire en sorte que ce moment ne soit pas un sursaut passager, mais un tournant.





8-10 Avenue Reverdil
1260 Nyon, Switzerland
+41 22 365 2100
contact@uniglobalunion.org
www.uniglobalunion.org

#UNIRisingTogether